



Débat thématique de haut niveau sur les progrès en matière d'égalité des sexes et d'autonomisation des femmes et des filles dans l'optique d'un programme de développement porteur de transformation pour l'après-2015

Session plénière

DÉCLARATION DE LA SUISSE

6 mars 2015
New York

Monsieur le Président,

La Suisse se félicite des discussions qui sont en cours sur les défis existants et le partage des bonnes pratiques en matière de promotion de l'égalité des sexes, d'autonomisation des femmes et des filles et de mise en œuvre des droits des femmes et des filles dans l'optique d'un agenda pour l'après-2015.

Les études montrent que, si l'égalité des sexes est une question de droits humains, sa réalisation joue un rôle moteur dans l'essor économique, la réduction de la pauvreté et la stabilité politique. Tout le monde attend de l'agenda pour l'après-2015 qu'il soit porteur de transformation. Faire de l'égalité des sexes une réalité pourrait répondre à cette demande.

Monsieur le Président,

La promotion de l'autonomisation économique et politique des femmes est un défi universel que doivent relever tous les pays, y compris le mien, la Suisse.

A cours des deux dernières décennies, **la Suisse a pris diverses mesures** pour promouvoir la parité. Ainsi, la loi interdit désormais toute discrimination au travail en raison du sexe. Les femmes peuvent interrompre une grossesse pendant les douze premières semaines sans encourir de sanction pénale. Les mères ont droit à un congé maternité rémunéré de quatorze semaines. La violence conjugale est

poursuivie d'office, et de nouvelles normes qui reconnaissent les mutilations génitales féminines et les mariages forcés comme des crimes sont entrées en vigueur.

Néanmoins, il nous reste du chemin à faire : les femmes sont toujours moins bien rémunérées que les hommes. En outre, la conciliation entre travail et famille demeure un problème : le nombre de places d'accueil extrafamilial pour les enfants est insuffisant, et les tâches domestiques sont inégalement réparties entre les femmes et les hommes. Enfin, filles et garçons continuent à être limités dans leurs aspirations par des stéréotypes de genre, qui concernent le choix de leur formation, de leur profession et de leur mode de vie.

Si nous n'avons pas réussi à régler tous ces problèmes, nous ne restons pas pour autant les bras croisés. La Suisse envisage de nouvelles mesures étatiques pour combattre la discrimination salariale. Des programmes sont développés pour encourager les femmes à s'engager dans les métiers techniques et les hommes à se former aux professions de la santé et de l'éducation. Le genre demeure en outre un thème majeur de notre politique extérieure, y compris de notre coopération au développement.

Monsieur le Président,

L'objectif d'égalité des sexes ne peut être atteint que par le développement de politiques nationales pourvues de suffisamment de ressources pour leur mise en œuvre. Outre les moyens dévolus à l'aide publique au développement, qui reste importante surtout pour les pays les moins développés, d'autres modes de financement, comme la mobilisation des ressources domestiques, doivent être envisagés. De plus, l'inégalité entre femmes et hommes a un impact négatif sur le potentiel économique des pays. Soutenir des politiques qui renforcent les capacités économiques des femmes n'est pas seulement un but en soi, mais également une bonne politique économique.

Je vous remercie.

High-Level Thematic Debate on Advancing Gender Equality and Empowerment of Women and Girls for a Transformative post-2015 development agenda

Plenary Session

STATEMENT BY SWITZERLAND

6 March 2015
New York

President of the General Assembly,

Switzerland welcomes the current debate to address challenges and share good practices on the promotion of gender equality, empowerment of women and girls as well as for the realization of the human rights of women and girls for a transformative post-2015 agenda.

Studies show that gender equality is not only a question of human rights, but that it is a motor of economic progress, poverty reduction and political stability. Achieving gender equality would really be the transformative character everyone asks the post-2015 agenda to be.

President of the General Assembly,

Achieving gender equality and promoting women's economic and political empowerment is a universal challenge faced by all countries, including my own country Switzerland.

In the last two decades, **Switzerland took various measures** to promote gender equality: the law now prohibits all discrimination in the workplace based on gender; women can terminate a pregnancy during the first twelve weeks without incurring criminal sanction; mothers are entitled to fourteen weeks paid maternity leave; domestic violence is prosecuted ex officio; and new norms have come into effect that recognise female genital mutilation and forced marriage as crimes.

Nevertheless, we still have some way to go: women are still **paid** less than men; **reconciling** work and family life remains a problem, with still too few places for extrafamilial day care available and an unequal distribution of **tasks in the home** between women and men. Finally, girls and boys continue to be limited in their

aspirations by **gender stereotyping** – be it in their academic, professional or lifestyle choices.

We might not yet have managed to resolve all of these problems, but our work is by no means over: Switzerland is currently considering new national measures to combat **wage discrimination**; programmes are being developed to encourage women to take up careers in technical **occupations** and men to **train** in health professions and education. Gender equality remains a major theme of our foreign policy, including our **development cooperation**.

President of the General Assembly,

The objective of gender equality can only be achieved through the development of **national policies** backed by sufficient resources to implement them. In addition to the resources allocated to official development assistance, which remains important, especially for the least developed countries, other forms of financing, such as the mobilisation of domestic resources, must be considered. In many countries, gender inequality has a negative impact on the nation's economic potential and supporting policies that strengthen the economic capacity of women is not only a goal in itself – it is also good economic policy.

I thank you.